

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES
ACTE D'ENGAGEMENT**

**Fourniture, correction et délivrance de tests de compétences en
langue anglaise de type TOEIC**

MARCHE N° 2025-39-UPVD-S

Le présent marché public est soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique (CCP).

ARTICLE 1 : Identification de l'acheteur	3
ARTICLE 2 : Dispositions générales	6
2.1 - <i>Objet</i>.....	6
2.2 <i>Forme de contrat</i>	7
2.3 Procédure de mise en concurrence.....	7
ARTICLE 3 : Prix	7
ARTICLE 4 : Durée et Délais d'exécution.....	7
ARTICLE 5 : Paiement.....	8
ARTICLE 6 : Avance	8
ARTICLE 7 : Prestations sous traitées.....	8
ARTICLE 8 : Signatures	9

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Université de Perpignan Via Domitia (UPVD)

52 avenue Paul ALDUY

66 860 PERPIGNAN Cedex 9

Identification du co-contractant

Le signataire accepte l'intégralité des pièces constitutives du marché indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des clauses particulières qui fait référence au CCAG - Fournitures Courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

Le candidat est une entreprise seule,

Le titulaire du contrat est un candidat individuel,

Mme/M

Agissant en qualité de

☐ **pour mon propre compte ;**

ou

☐ **Pour le compte de la société :**

Nom commercial et dénomination sociale

Forme juridique :

Adresse
.....
.....

Adresse électronique permettant de donner date certaine de réception pour tout courrier envoyé par
l'acheteur
.....

Numéro de téléphone

N° RC ou registre des métiers.....

N ° SIRET de l'établissement qui exécute la prestation (et le cas échéant émet les factures et en cas de factures dématérialisées les dépose sur la plateforme Chorus pro) :

.....

N° SIRET de l'établissement qui émet les factures et en cas de factures dématérialisées les dépose sur la plateforme Chorus pro *(si cet établissement est distinct de celui qui exécute la prestation. Tout changement d'établissement émetteur des factures doit être signalé à la personne publique avant la facturation par une personne habilitée à engager le titulaire).*

:

.....
Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

Coordonnées bancaires à indiquer expressément au sein du présent acte d'engagement comportant les mentions suivantes :

- **Le nom du titulaire du compte :**
- **IBAN :**
- **BIC :**

☐ La structure mentionnée ci-dessus est une PME. *La catégorie PME est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.*

☐ La structure mentionnée ci-dessus relève de l'économie sociale et solidaire au sens de l'article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

s'engage, sur la base de l'offre à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après.

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

Le candidat est un groupement momentané d'entreprises

Le titulaire du contrat est un groupement momentané d'entreprises :

- ☐ solidaire
- ☐ conjoint avec solidarité du mandataire
- ☐ conjoint sans solidarité du mandataire

En cas de paiement à comptes séparés, joindre un RIB pour chaque cotraitant

composé de :

➤ **Premier cotraitant, mandataire du groupement, .**

Mme/M

Agissant en qualité de

Pour le compte de la société.....

Nom commercial et dénomination sociale

Forme juridique :

Adresse
.....

.....
.

Adresse électronique permettant de donner date certaine de réception pour tout courrier envoyé par l'acheteur

Numéro de téléphone

N° RC ou registre des métiers

N° SIRET de l'établissement qui exécute la prestation (et le cas échéant émet les factures et en cas de factures dématérialisées les dépose sur la plateforme Chorus pro) :

N° SIRET de l'établissement qui émet les factures et en cas de factures dématérialisées les dépose sur la plateforme Chorus pro *(si cet établissement est distinct de celui qui exécute la prestation. Tout changement d'établissement émetteur des factures doit être signalé à la personne publique avant la facturation par une personne habilitée à engager le titulaire).*

:

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

Coordonnées bancaires à indiquer expressément au sein du présent acte d'engagement comportant les mentions suivantes :

- Le nom du titulaire du compte :
- IBAN :
- BIC :

☐ La structure mentionnée ci-dessus est une PME. *La catégorie PME est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.*

☐ La structure mentionnée ci-dessus relève de l'économie sociale et solidaire au sens de l'article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

➤ **Deuxième cotraitant**, .

Mme/M

Agissant en qualité de

Pour le compte de la société

Nom commercial et dénomination sociale

Forme juridique :

Adresse

.....
.
Adresse électronique permettant de donner date certaine de réception pour tout courrier envoyé par l'acheteur
.....

Numéro de téléphone
.....

N° RC ou registre des métiers.....

N ° SIRET de l'établissement qui exécute la prestation (et le cas échéant émet les factures et en cas de factures dématérialisées les dépose sur la plateforme Chorus pro) :

.....
N° SIRET de l'établissement qui émet les factures et en cas de factures dématérialisées les dépose sur la plateforme Chorus pro *(si cet établissement est distinct de celui qui exécute la prestation. Tout changement d'établissement émetteur des factures doit être signalé à la personne publique avant la facturation par une personne habilitée à engager le titulaire).*

:

.....
.
Code APE
.....

Numéro de TVA intracommunautaire
.....

Coordonnées bancaires à indiquer expressément au sein du présent acte d'engagement comportant les mentions suivantes :

- Le nom du titulaire du compte :
- IBAN :
- BIC :

☐ La structure mentionnée ci-dessus est une PME. *La catégorie PME est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.*

☐ La struture mentionnée ci-dessus relève de l'économie sociale et solidaire au sens de l'article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

2.1 - Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture, la correction et la délivrance de tests de compétences en langue anglaise de type TOEIC.

2.2 Forme de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

2.3 Procédure de mise en concurrence

Le présent marché public a été conclu dans le cadre d'une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 : PRIX

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix rémunérant les prestations du titulaire figurent à l'annexe de l'acte d'engagement : *AE_Annexe_financière_1*. Ils sont réputés être établis au mois de remise des offres.

Les prix appliqués durant la première année d'exécution du marché sont fermes et non révisables.

Les prix peuvent être révisés annuellement, à la demande du titulaire, à la date anniversaire de la modification du contrat. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

Marchés complémentaires et prestations similaires

Le présent accord-cadre peut également faire l'objet de prestations similaires de services suivant les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Montant du marché

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois ferme, reconductible une fois pour la même durée

► **L'acheteur est engagé par un minimum contractuel de commandes sur la période du marché.**

Le minimum est fixé en valeur à 25 000 € HT et 30 000 € TTC pour chaque période contractuelle ferme de 24 mois ou reconduite de 24 mois.

► **Le titulaire s'engage à fournir le maximum contractuel de commandes sous réserve de l'émission de commandes par l'acheteur.**

Le maximum de commandes est fixé en valeur à 70 000 € HT et 84 000 € TTC pour chaque période contractuelle ferme de 24 mois ou reconduite de 24 mois.

Montant estimé pour chaque période (24 mois) de l'accord cadre 50 000 € HT, soit 60 000 € TTC.

Montant estimé sur la durée totale (48 mois) : 100 000 € HT et 120 000 € TTC.

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

L'accord-cadre est conclu à compter de sa notification pour une durée ferme de deux ans, reconductible une fois, de façon tacite, sans pouvoir dépasser une durée totale de 4 ans.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il notifiera au titulaire sa décision de non reconduction, 3 mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre. Le début des prestations est envisagé pour le 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 5 : PAIEMENT

En cas de groupement conjoint, le paiement des prestations est effectué obligatoirement sur le compte de chaque cotraitant suivant les répartitions indiquées en annexe.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué au choix sur :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du groupement ;
- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement solidaire suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

NB : Si aucune case n'est cochée, ou plusieurs cases sont cochées, l'acheteur considérera que seules les dispositions du Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Attention : le paiement sur un compte unique n'est possible qu'en cas de groupement solidaire (le paiement sur compte unique n'est pas admis pour les groupements conjoints).

Le candidat doit joindre à son offre un relevé d'identité bancaire.

Lorsque le candidat est un groupement d'entreprises et si les paiements ont vocation à intervenir sur des comptes séparés, chaque cotraitant doit fournir un RIB.

L'attributaire pourra demander la prise en compte d'un nouveau RIB avant la notification du marché, ce changement fera l'objet d'une mise au point du marché. En cours d'exécution du marché, le titulaire peut demander par courrier (à en tête de l'entité titulaire du marché) adressé à l'acheteur par tout moyen permettant de donner date certaine le changement de domiciliation des paiements en transmettant à l'acheteur un nouveau RIB.

ARTICLE 6 : AVANCE

Le candidat accepte de percevoir l'avance (cocher la case correspondante) :

- ☐ NON
- ☐ OUI

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, l'acheteur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

ATTENTION : il est rappelé qu'il n'est possible de percevoir l'avance **que pour les prestations supérieures à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois** (conditions cumulatives). Si l'entreprise a accepté de percevoir l'avance alors que les conditions ci-dessus ne sont pas remplies l'acheteur ne versera pas l'avance.

ARTICLE 7 : PRESTATIONS SOUS TRAITEES

Toute déclaration de sous-traitance doit être effectuée au moyen du formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance » ou équivalent, et respecter les conditions relatives à la sous-traitance prévues au CCP.

Ce formulaire avec sa notice explicative est disponible sur le site du ministère chargé de l'économie à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de demande par le titulaire du marché de délivrance d'un certificat de cessibilité par l'acheteur, les montants déclarés en sous-traitance à la date de la demande, les montants déjà réglés au titulaire ainsi que les montants ayant déjà fait l'objet d'une cession de créance seront déduits du montant maximum cessible par le titulaire

ARTICLE 8 : SIGNATURES

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 CCP, ni être en redressement judiciaire (à défaut, joindre une copie du jugement).

SIGNATURE DE L'OFFRE PAR L'OPERATEUR ECONOMIQUE

Fait en un seul original

A

Le

Signature par le prestataire seul ou en cas de groupement d'entreprises par le mandataire dûment habilité par les cotraitants ou par les membres du groupement en l'absence d'habilitation donnée au mandataire

Le titulaire ou en cas de groupement le mandataire du groupement

Nom, prénom et qualité du signataire disposant du pouvoir d'engager la personne qu'il représente :

.....

Signature :

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR L'ACHETEUR

A

Le

Nom, prénom et qualité du représentant de l'acheteur disposant du pouvoir d'engager la personne publique :

Le Président de l'université de Perpignan Via Domitia,

Yvan AUGUET

CADRE POUR FORMULE DE CESSION DE CREANCE

Il est conseillé de ne pas utiliser ce cadre mais d'utiliser le certificat de cessibilité

Réservé à la personne publique